

BILLET DE BLOG 29 janvier 2026

Contrat (social) rempli ? Une évaluation européenne sur la base de 49 indicateurs

Auteurs

Mathieu Saujot

Directeur, Modes de vie en transition

Marion Bet

Chercheuse, Modes de vie en transition

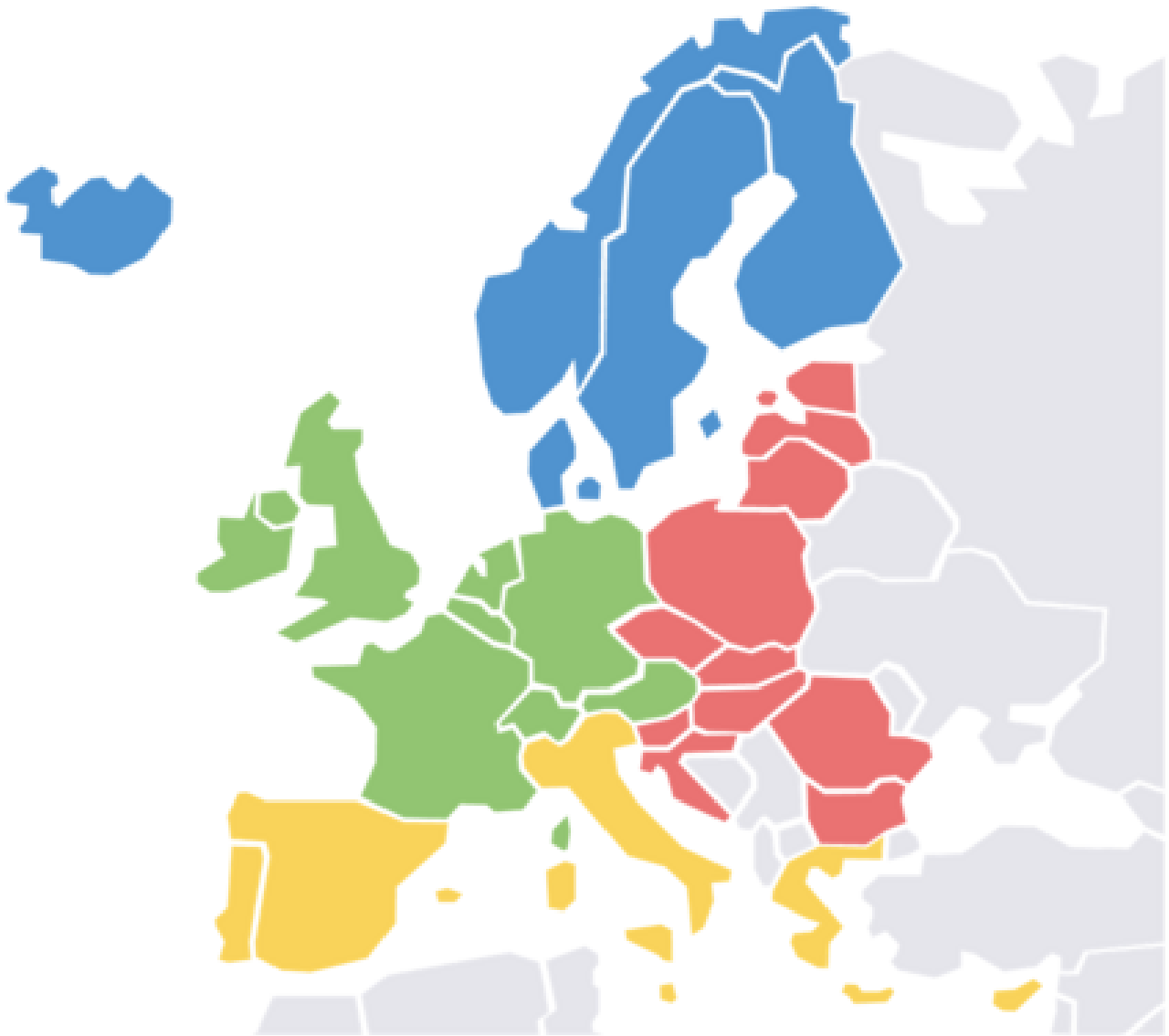
 Temps de lecture: 9 min

L'Iddri et l'institut HotorCool travaillent depuis plusieurs années sur les conditions sociales de la transition écologique à travers le prisme du contrat social. Une première étude historique a été menée ([Iddri, 2024a](#)), puis une exploration empirique auprès de citoyens, avec un intérêt spécifique pour la France et le Royaume-Uni ([Iddri, 2024b](#)). Un premier constat s'en dégage : un fort attachement aux contrats sociaux historiques, mais des contrats fragilisés, qui déstabilisent nos démocraties et affaiblissent notre capacité à mener la transition. Nous avons voulu aller plus loin en proposant, à l'échelle européenne, une évaluation empirique basée sur plusieurs dizaines d'indicateurs ([Iddri, 2026](#)). Quelles dimensions du contrat sont les plus problématiques ou au contraire encore fonctionnelles ? Quelles disparités au sein de l'Europe ? Et quelles ont été les évolutions au cours des 10 dernières années ?

Construire un tableau de bord du contrat social comme boussole politique

Appréhender la société comme un « contrat social » est une démarche féconde, en ce qu'elle conduit à révéler les grands compromis qui structurent notre vie commune. En Europe, ces compromis s'organisent en quatre « pactes » – Travail, Démocratie, Consommation et Sécurité –, qui sont autant de sphères de vie, et dont les engagements qu'ils représentent doivent être tenus pour que la vie commune fonctionne, que le respect des règles collectives soit possible, et que les citoyens continuent de croire au progrès social.

Figure 1. Les pays du tableau de bord



Pour traduire cette boussole en données, nous avons sélectionné 49 indicateurs provenant d'une multitude de sources pour représenter 31 pays européens avec suffisamment de recul historique. À chaque fois, nous avons sélectionné des indicateurs cohérents avec la représentation majoritaire que se font les citoyens européens d'un contrat social « rempli », issus de nos travaux historiques et empiriques : bonne représentativité démocratique,

redistribution économique, capacité à se projeter dans l'avenir, etc.

L'originalité de notre approche vient également du fait que nous avons associé des indicateurs objectifs et des indicateurs subjectifs – selon l'idée que les perceptions et les affects (insécurité, perte de maîtrise sur l'avenir, etc.) révèlent aussi l'état du contrat social. Voici quelques exemples qui permettent de comprendre le type d'indicateurs utilisés et cette complémentarité objectif/subjectif.

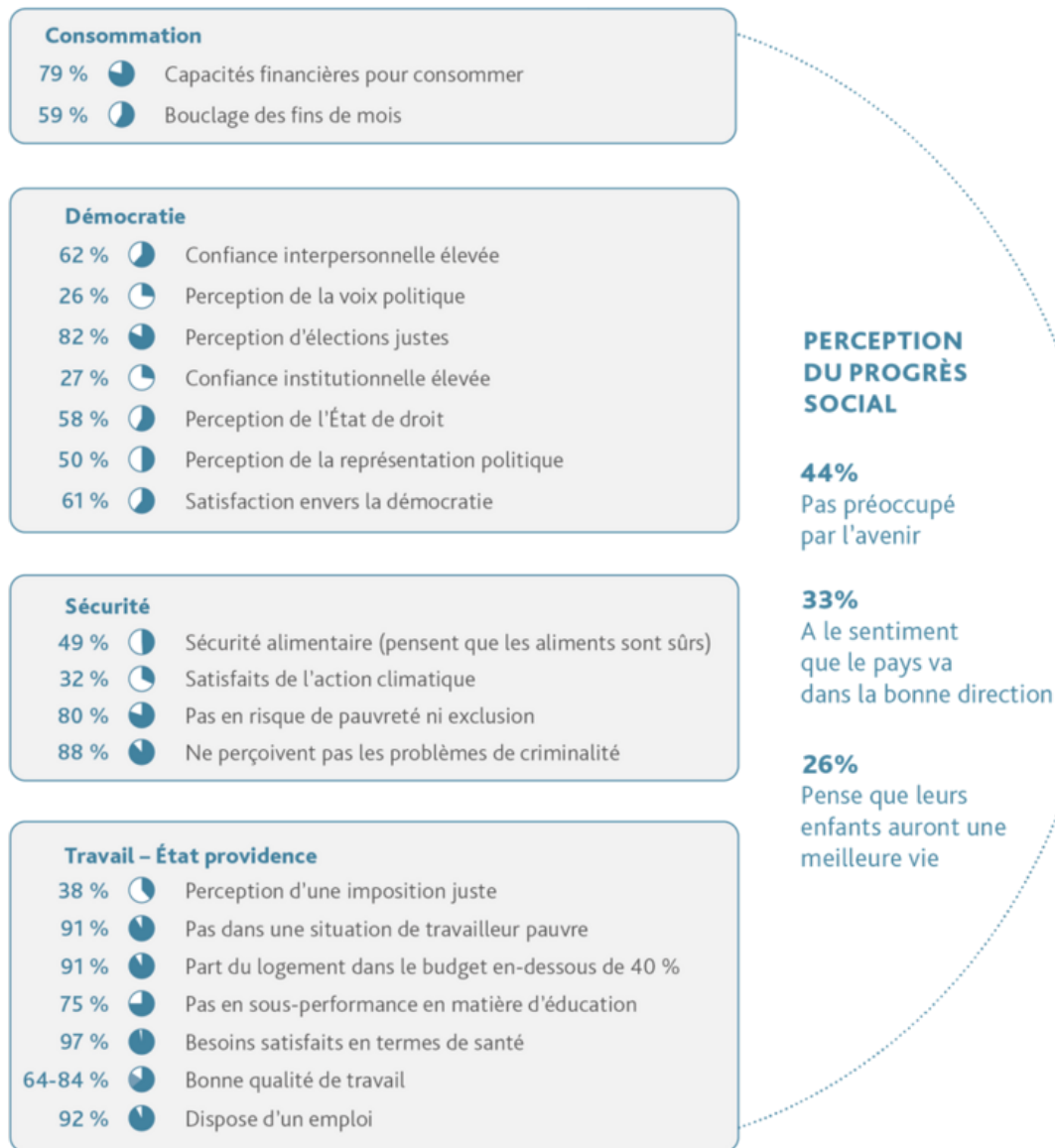
- Pacte Démocratie : part de femmes députés (objectif) ; sentiment d'être représenté par les élus (subjectif) ;
- Pacte Sécurité : taux d'homicide (objectif) ; insécurité perçue (subjectif) ;
- Pacte Travail & État providence : taux de chômage (objectif) ; sentiment de recevoir la reconnaissance suffisante pour son travail (subjectif) ;
- Pacte Consommation : évolution des revenus (objectif) ; sentiment de pouvoir boucler les fins de mois (subjectif).

Ce travail inédit a nécessité des simplifications et des choix : nécessairement imparfait dans sa capacité à représenter totalement la richesse de ce que constitue notre contrat social, il constitue toutefois un éclairage précieux ([Iddri, 2026](#)).

Quelles dimensions du contrat social sont les plus problématiques ou s'avèrent au contraire encore fonctionnelles ?

Pour environ la moitié des indicateurs du tableau de bord, nous sommes capables de définir un seuil permettant d'évaluer si le contrat social est tenu pour un individu (par exemple, il a un emploi, il est satisfait par le fonctionnement démocratique). La Figure 2 montre la proportion de la population européenne pour laquelle c'est le cas pour chaque indicateur. Soulignons ici plusieurs résultats notables.

Figure 2. Part de la population pour laquelle les différents éléments des pactes sont tenus.



1. Les résultats des trois indicateurs qui évaluent la capacité à se projeter positivement dans l'avenir doivent nous interpeller. Une majorité d'Européens considèrent que leur pays ne va pas dans la bonne direction, que leurs enfants n'auront pas une meilleure vie que la leur, que l'insécurité économique s'accroît pour eux et leurs enfants, en comparaison avec la génération précédente. Ces indicateurs transversaux témoignent de ce que peut produire le contrat social actuel et constituent un clair signal d'alarme.

2. Pacte Démocratie : des procédures qui tiennent... mais qui ne produisent pas les effets attendus. Si une large majorité d'Européens considèrent que les élections sont libres et équitables et que la loi est la même pour tous, seule une minorité a l'impression d'avoir une voix politique, se sent représentée par la sphère politique, et exprime sa confiance dans les institutions nationales.

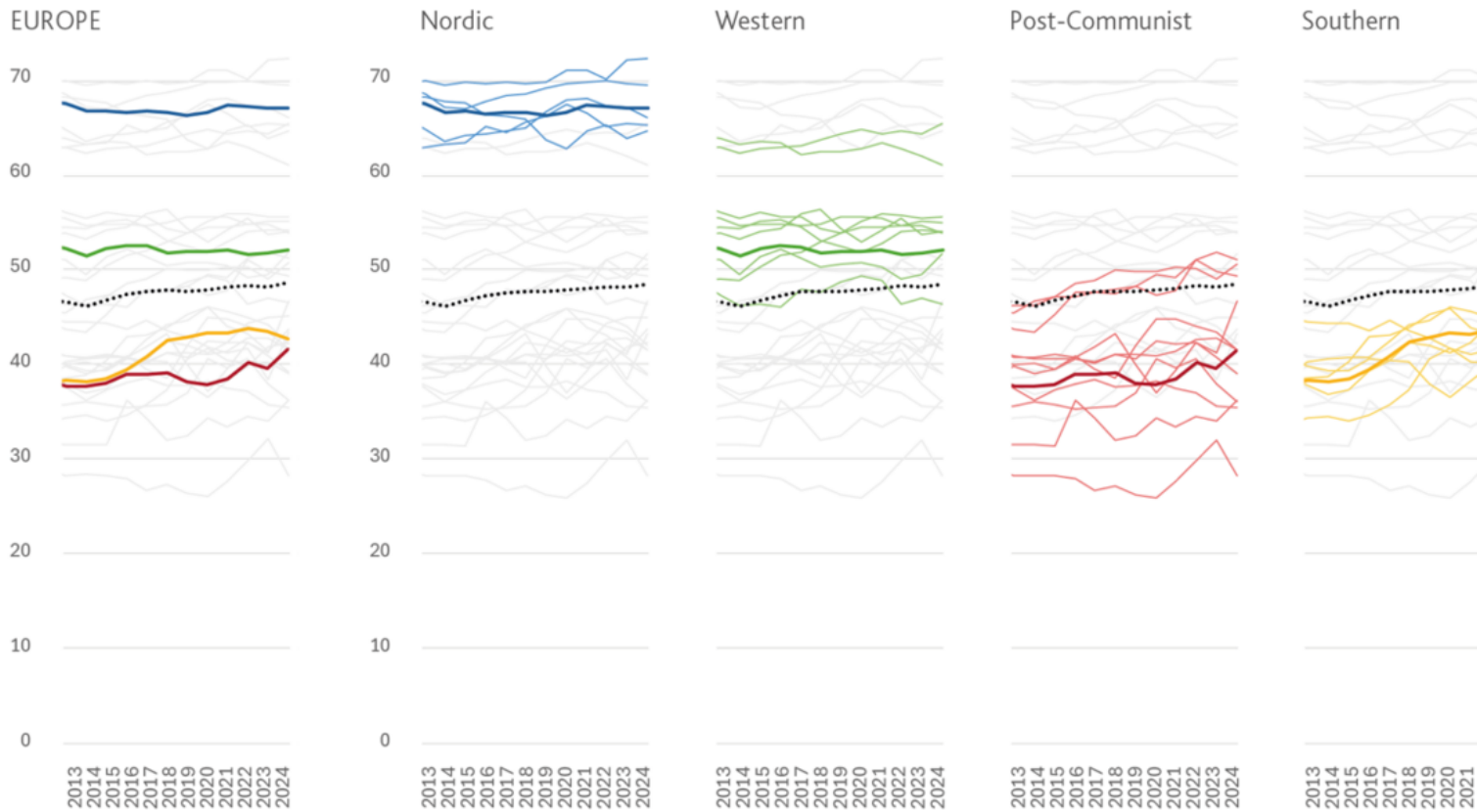
3. Pacte Sécurité : une hiérarchisation différente de celle reflétée par les débats politiques. Les Européens qui déclarent se confronter à des insécurités sur leur lieu de vie sont peu nombreux. A contrario, ils sont nombreux à considérer que les aliments qui contiennent des produits chimiques ne sont pas sains pour leur santé et l'environnement.

4. Un pacte Consommation central. Comme relaté dans l'étude historique, le Pacte Consommation a pris une importance croissante en Europe, tant pour les gouvernements que pour les populations. Sans surprise, les indicateurs en la matière sont globalement positifs : ils sont le résultat d'une certaine dynamique économique et d'une mondialisation qui s'est traduite, entre autres, par la disponibilité de biens bon marché. Toutefois, notons que nous n'avons pu trouver d'indicateurs à l'échelle de l'Europe équivalents à ceux existant en France, qui donnent à voir la face négative ou la contrepartie du pacte Consommation, mise au jour dans notre enquête qualitative, à savoir la pression qu'exerce la logique consumériste¹. Enfin, la satisfaction que les citoyens tirent de ce pacte ne semble pas suffisante pour leur permettre de se projeter positivement dans l'avenir (voir point 1), tant elle repose sur un équilibre précaire entre revenus et coût de la vie.

Quelles disparités au sein de l'Europe ?

La première observation est positive, le tableau de bord montre une claire convergence entre les quatre groupes de pays de notre étude : un rattrapage fort des pays de l'ancien bloc soviétique depuis le début des années 2000 et un rebond post-crise financière des pays du Sud de l'Europe. Et c'est l'amélioration des pactes Consommation et Travail qui a permis cela, notamment via une baisse du nombre de personnes déclarant ne pas pouvoir boucler leurs fins de mois, du taux de chômage et du nombre de travailleurs pauvres.

Figure 3. Évolution des différents groupes de pays.



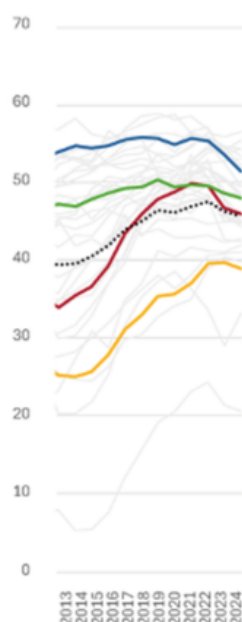
Note : Un score de 50 peut être considéré comme la moyenne européenne pour chaque pacte pour l'année de référence 2022. Pour certains indicateurs, les données du tableau de bord permettent de décrire la trajectoire depuis les années 2000

On observe ensuite un classement clair entre les quatre groupes : l'agrégation des classements pour chaque indicateur montre que les pays nordiques ont les scores globaux les plus élevés, suivis par le groupe des pays de l'Ouest, puis l'ancien bloc soviétique et le Sud de l'Europe. Les vieilles puissances de l'Europe ne réussissent pas particulièrement bien : l'Allemagne est 13e, le Royaume-Uni 17e et la France 19e (sur 31).

Quelles ont été les évolutions du contrat social au cours des dix dernières années ?

Parmi l'ensemble des évolutions qui ont traversé les contrats sociaux européens, concentrons-nous sur trois dimensions.

EUROPE



EUROPE

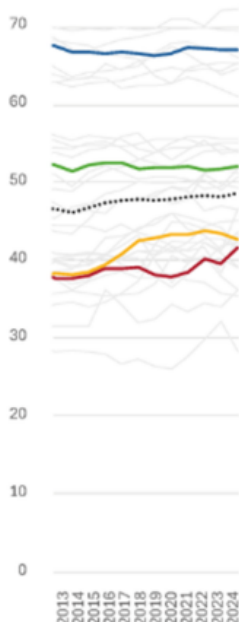
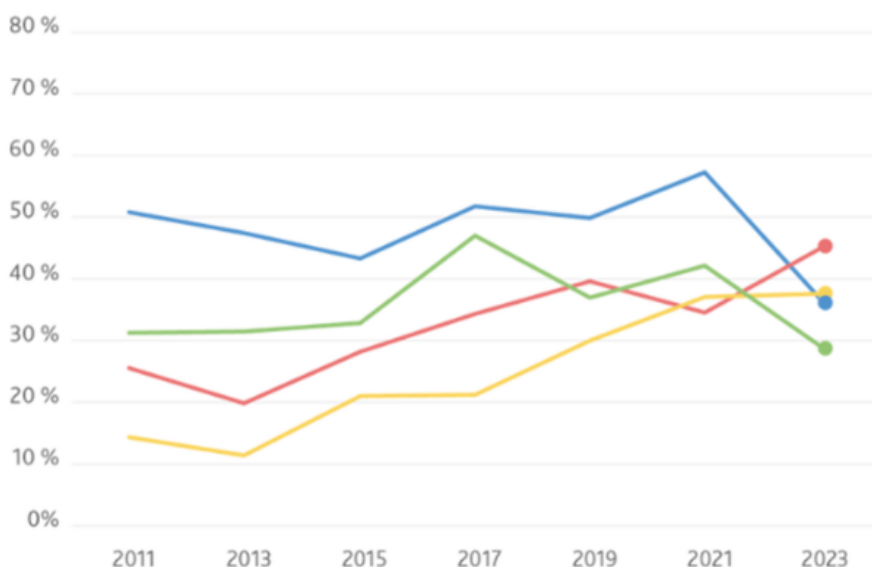


Figure 4. Évolutions des pactes Travail-État providence et Démocratie -

Pourcentage de la population pensant que son pays évolue dans la « bonne direction »



Pacte Travail et État providence : un pilier qui tient mais se fragilise dans les 4 groupes de pays depuis 2021.

Tout d'abord, la Figure 3 montre des résultats plutôt positifs pour ce pacte : ce pilier de notre contrat social tient toujours. Mais en regardant de plus près, des nuances apparaissent, qui peuvent constituer des fragilités. Par exemple, si une bonne majorité d'Européens déclarent bénéficier d'une bonne qualité de travail (sens, reconnaissance, autonomie), c'est tout de même un tiers des Européens qui considèrent ne pas recevoir assez de reconnaissance ni disposer d'assez d'autonomie au travail. Par ailleurs l'indicateur sur l'éducation révèle qu'elle est déficiente pour 25 % des élèves, ce qui questionne vis-à-vis des promesses méritocratiques. Ensuite, nous observons une dégradation des indicateurs, qui coïncide avec l'après-Covid et s'explique notamment par une baisse de l'autonomie et de la reconnaissance au travail, par une hausse de la part de travailleurs pauvres, enfin par une dégradation au niveau de la satisfaction des besoins de santé dans de nombreux pays. Il y a eu parallèlement peu d'améliorations notables sur les autres indicateurs de ce pacte. Fragilisé, il doit sans aucun doute faire l'objet d'une attention renouvelée dans le projet européen.

Un pacte démocratique « en mode veille ».

Les pays du Nord et de l'Ouest ne révèlent aucun progrès pour ce pacte, quand les pays du Sud et de l'ancien bloc soviétique montrent des progrès – limités. Cela rejoint les conclusions de notre étude historique.

Un contrat qui repose sur un progrès social... en panne.

On constate une stagnation dans la performance du contrat social (mais à un niveau élevé) pour les pays du Nord et une quasi-stagnation pour les pays de l'Ouest de l'Europe ; et, pour ces deux groupes de pays, une dégradation brutale à partir de 2021 quant au sentiment « d'aller dans la bonne direction ». Cette situation est lourde de sens tant l'idée de progrès et d'avancée a été enracinée dans le contrat social depuis les Trente Glorieuses. Quant aux pays

du Sud et de l'ancien bloc communiste, on peut retrouver via cet indicateur l'effet des progrès dans les pactes Consommation et Travail.

1

Dans la baromètre Ademe « Mode de vie et sobriété » (2024), plus de 80 % des répondants considèrent que la consommation prend trop de place et d'importance, que la publicité est trop présente partout, tout le temps et qu'elle pousse à consommer de manière excessive. Voir également les verbatims de [notre enquête Dans la tête des citoyens](#) : « *Même si je rebossais demain je pense que je retombe pas dans cette consommation, [...] on croit que l'argent va régler tous les problèmes, on achète plein de trucs [...] et donc ça je veux plus.* » (Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, en recherche d'emploi).

MODES DE VIE

CONTRAT SOCIAL